

Brochure n° 3311

Conventions collectives interrégionales

**COMMERCE DE QUINCAILLERIE,
FOURNITURES INDUSTRIELLES,
FERS-MÉTAUX ET ÉQUIPEMENTS DE LA MAISON**
IDCC : 1383. – **Employés et personnel de maîtrise**
IDCC : 731. – **Cadres**

ACCORD DU 23 MAI 2006
RELATIF AUX SALAIRES CONVENTIONNELS MINIMA
DE L'ANNÉE CIVILE 2006

NOR : *ASET0650806M*

IDCC : *1383, 731*

Les organisations soussignées sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Les valeurs des garanties conventionnelles mensuelles de rémunération, quelle que soit l'ancienneté, sont les suivantes, sous réserve du SMIC en vigueur :

Employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION
I	1	1 225,00
	2	1 237,25
	3	1 243,38

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION
II	1	1 243,38
	2	1 268,24
	3	1 280,68
III	1	1 280,68
	2	1 306,29
	3	1 319,10
IV	1	1 319,10
	2	1 345,48
	3	1 358,67

Personnel de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION
V	1	1 370,00
	2	1 438,50
	3	1 490,50
VI	1	1 500,00
	2	1 575,00
	3	1 650,00

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION
VII	1	2 100,00
	2	2 247,00
	3	2 415,00
VIII	1	2 589,00
	2	2 718,45
	3	2 847,90
IX		3 520,00

Article 2

Les rémunérations annuelles garanties applicables pour les salariés ayant une ancienneté égale ou supérieure à 3, 6, 9, 12 et 15 ans sont déterminées conformément aux dispositions prévues par l'avenant du 23 mai 2006 à l'accord sur les classifications du 7 octobre 1999 (modifié par l'avenant du 9 octobre 2002).

Article 3

Les valeurs des rémunérations conventionnelles garanties faisant l'objet des articles 1^{er} et 2 du présent avenant prennent effet au 1^{er} janvier 2006 et sont applicables pendant l'année civile 2006.

Article 4

A l'issue de la période d'opposition éventuelle et conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, le présent avenant fera l'objet des dépôts légaux auprès, d'une part, de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Rhône et, d'autre part, du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les parties signataires conviennent d'effectuer, à l'initiative de la partie la plus diligente, les formalités prévues par les articles L. 133-8 et suivants du code du travail concernant la demande d'extension du présent avenant.

Fait à Lyon, le 23 mai 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Confédération française de la quincaillerie, fournitures industrielles, bâtiment, habitat ;

Union régionale des syndicats de la quincaillerie Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon.

Syndicat de salariés :

Fédération des services CFDT.